

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC**

**BASSIN DE STOCKAGE DE SEDIMENTS DE DRAGAGE**

**SITE DU DOMAINE DE SAINT BRICE - LE COULIN n° 33-95  
COMMUNE D'ANDERNOS-LES-BAINS**

N° SICLAD : 15522

---

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2125-1 et suivants et R.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'acte de vente du 28 décembre 2009 entre la Mairie d'Andernos-les-Bains et le Conservatoire du littoral

ENTRE :

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Établissement public de l'État à caractère administratif créé par la loi n°75-062 du 10 juillet 1975, dont le siège est situé à la Corderie Royale CS 10137, 17306 ROCHEFORT cedex, représenté par Mme Agnès VINCE, directrice, ci-après désigné par « **le Conservatoire** »,

ET

La Commune d'Andernos-les-Bains, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Yves ROSAZZA, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020, désigné ci-après « **le Gestionnaire** »

d'une part,

ET

Le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), agissant dans le cadre de sa compétence statutaire en gestion des eaux pluviales, dont le siège est situé 16 allée Corrigan, 33120 Arcachon Représenté par Monsieur Yves FOULON, Président, agissant au nom et pour le compte du SIBA en vertu de la délibération du Comité Syndical en date du  
Ci-après dénommé le « **SIBA** »



ET

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d’Arcachon dont le siège social est fixé 47 avenue de Certes  
33980 AUDENGE représenté par son Président Jean GALAND dûment mandaté par délibération en  
date du 14 décembre 2021

Ci-après dénommé « le **SMPBA** »

d’autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV



## PREAMBULE

Le Conservatoire est propriétaire sur la commune d'Andernos-les-Bains des parcelles cadastrées BM 3 et BM 4. L'ensemble de ces parcelles est géré par convention du 8 septembre 2007 par la commune d'Andernos-les-Bains.

Les parcelles concernées par la présente convention ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration en date du 24 février 2010 et relèvent par conséquent du domaine public.

Monsieur le Maire a sollicité le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres pour régulariser l'implantation du bassin de stockage des sédiments de dragage du Port ostréicole d'Andernos et en autoriser les interventions.

### Éléments de contexte historique :

Un bassin de décantation des sédiments a été créé en 1997 par le Service Maritime et de Navigation pour le compte de la Commune d'Andernos-les-Bains, propriétaire du terrain.

Ce bassin est utilisé depuis 1998 pour le dragage hydraulique et/ou mécanique des chenaux de la halte nautique de la jetée (dernier dragage réalisé en 2008), du chenal d'accès et du port ostréicole.

Suite au transfert de la compétence maritime au SIBA par la COBAS en 2003, ce bassin a été conservé en bassin d'égouttage/séchage/stockage en vue de la valorisation des sédiments.

Le Conservatoire achète les parcelles en 2009 à la Commune avec une clause d'objectif stipulant de mettre en œuvre « *toutes les recherches nécessaires au changement de mode de décantation* ». Il avait été envisagé dès 2009 la mise en place d'un système de type hydrocyclonage permettant une emprise foncière très faible.

Une étude de 2012 (comité de pilotage élargi au CDL et association de Sauvegarde des Quinconces) portée par le SIBA souligne l'**absence de solution alternative même sous forme d'hydrocyclonage**.

Le statut d'ICPE est obtenu en 2011 par bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées.

En 2016 le dragage de la halte nautique est abandonné et un projet de création d'un ponton à l'entrée du port ostréicole est acté.

En 2017, des travaux de réduction de moitié de l'emprise du bassin sont réalisés par le SIBA avec le projet de renaturer la seconde moitié de l'emprise notamment en restaurant l'aval du ruisseau de Comte détourné par l'aménagement du bassin en 1997 (sous réserve d'obtenir les autorisations réglementaires). Le SMPBA prend la gestion du port ostréicole en 2017 également.

La dernière opération de dragage a été réalisée en 2018 sur le chenal du Bétey et l'entrée du port ostréicole.

Afin de permettre le dragage du port ostréicole en 2019, les 4 000 m3 de sédiments encore présents dans le bassin ont été valorisés par le SMPBA et le SIBA.

### Contraintes posées par cet usage :

- Le dragage du port ostréicole, prioritaire pour les élus et les professionnels, nécessite l'utilisation du bassin des Quinconces (capacité 8 000 m3).
- Le temps nécessaire à l'égouttage et au séchage des sédiments peut être estimé (selon conditions météo) à 1 an minimum avant valorisation.
- La fréquence d'utilisation du bassin de stockage est estimée à 7 ans à ce jour.
- Aucune solution n'a été trouvée pour transférer ce bassin de décantation.



Compte tenu des éléments ci-dessus, de l'acte de vente du 28/12 /2009 (§ Conditions particulières) et de l'avis favorable exprimé par le gestionnaire, il est proposé d'établir une Convention d'occupation temporaire d'une durée de 9 ans avec le SMPBA (Maitre d'Ouvrage), le SIBA (Maitre d'œuvre des travaux) et la Commune pour régulariser le bassin et ses usages, en attendant une solution alternative pour le séchage des sédiments.

## **Article 1 - OBJET**

Le SMPBA est autorisé à occuper une partie des parcelles cadastrées suivantes :

À Andernos-les-Bains,

Section	N°	Lieu-dit	Surface (m²)	Surface occupée (m²)
BM	3	Les Quinconces	13 278	8 150
BM	4	Les Quinconces	29 004	13 750
TOTAL	2 parcelles		42 282	21 900

telles que délimitées au plan annexé à la présente convention (annexe 1).

Cette autorisation d'occupation est consentie sur le domaine public du Conservatoire du littoral afin de régulariser :

- un **bassin de stockage des sédiments de 6 000 m²** pour une exploitation par le SMPBA,
- une **zone de remblai de 9 000 m²** (cf. annexe 2) qui pourrait être renaturée par le SIBA si cela est jugé nécessaire par le Conservatoire,
- la **restauration de la continuité écologique de l'exutoire du Comte** qui sera prise en charge par le SIBA conformément aux prescriptions de l'étude hydraulique en cours.

La présente autorisation d'occupation du domaine public est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

Elle n'est pas constitutive de droits réels.

## **Article 2 – DURÉE**

L'autorisation est accordée pour une durée de 9 ans à compter de sa signature.

Cette autorisation pourra faire l'objet d'une reconduction express à la demande du SMBPA.

La présente convention ne confère au SMBPA et au SIBA, qui le reconnaissent expressément, aucun droit au maintien dans les lieux. Elle revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit, sous peine de retrait d'office. Elle ne pourra pas non plus faire l'objet d'une transmission aux héritiers ou aux ayants droit à titre universel.



## **Article 3 – REDEVANCE**

### **3.1 Modalités de paiement**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement par le Bénéficiaire d'une redevance annuelle de **14 280 €**, payable annuellement en début d'année entre les mains de l'agent comptable du Conservatoire.

### **3.2 Modalités de calcul**

Conformément au code général de la propriété des personnes publiques, une redevance est applicable étant donné qu'une convention d'occupation temporaire est stipulée dans l'acte de vente.

Cette redevance est conforme aux principes d'occupation et de tarification sur le domaine public du Conservatoire adoptés par son Conseil d'administration en date du 07/03/2019. Cette redevance correspond au niveau 3 (sur 5) de tarification pour les équipements publics de type STEP ou équivalent soit **2,38 €/m²/an**. Elle est appliquée sur les 6000 m² du bassin. **Soit 2,38 € x 6000 m² = 14 280 €/an**

## **Article 4 - ETAT DES LIEUX**

Un état des lieux est établi, contradictoirement par les parties.

Cet état des lieux est annexé à la présente convention (Annexe 3).

Le Bénéficiaire prend le terrain dans son état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire du littoral, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

## **Article 5 - OBLIGATIONS DU SMPBA ET DU SIBA**

**5.1.** Le SMPBA et le SIBA ne pourront modifier en aucun cas l'état des lieux sans l'accord préalable et formel du Conservatoire. Ils s'engagent à laisser les agents de l'établissement public et le gestionnaire visiter le terrain en vue de faire tout constat et de vérifier que sa destination est bien respectée.

Le SMPBA et le SIBA devront, en outre, respecter les conditions particulières suivantes :

- ils ne pourront apposer ou faire apposer par des tiers des pancartes ou panneaux publicitaires de quelque nature qu'ils soient,
- ils s'engagent à maintenir en état de propreté le terrain mis à disposition et à ne réaliser aucune construction, même légère.

**5.2.** Le SMPBA et le SIBA ne peuvent réaliser ou faire réaliser aucune autre activité ou usage que ceux autorisés par la présente convention.

**5.3.** Le SMPBA et le SIBA devront en cas de dégradation, atteinte aux biens, dépôts illicites de matériaux, de toute infraction, alerter le Conservatoire et le gestionnaire du site.

**5.4.** Le SMPBA devra, dans les 10 jours de la signature des présentes, souscrire une police d'assurance garantissant tous les risques pouvant résulter de l'occupation, ainsi que le recours des tiers. Il devra produire cette police d'assurance et justifier du paiement des primes et cotisations par l'envoi des attestations correspondantes à la délégation du Conservatoire du littoral, chaque année à la date anniversaire de la présente convention.



5.5. Le SIBA s'engage à prendre en charge la renaturation de l'exutoire du ruisseau de Comte, dévié lors de la construction des Bassins et éventuellement si cela était nécessaire la renaturation de la partie remblayée représentant 9000 m<sup>2</sup>.

5.6. La circulation des véhicules (dont camions) est autorisée dans le cadre de l'entretien du site et lors des opérations de dragages et de valorisation des sédiments

5.7. L'entretien de la végétation des digues et de la zone remblayée est à prévoir chaque année en septembre avant la floraison du Baccharis.

## **Article 6 - OBLIGATION DU GESTIONNAIRE**

Le gestionnaire veillera à l'application et au respect des termes de la présente convention. Il avertira le Conservatoire de tous les manquements du SIBA et du SMPBA.

## **Article 7 - RETRAIT DU TITRE D'OCCUPATION**

### **7.1 Mise en demeure préalable**

En cas de non-respect de la convention, le SIBA et le SMPBA feront l'objet d'une mise en demeure par le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec avis de réception. Ils disposeront alors d'un délai de trente jours, pour se mettre en conformité avec leurs obligations.

### **7.2 Retrait de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions**

Faute par le SIBA ou le SMPBA de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation, l'autorisation pourra être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé les parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **7.3 Retrait pour motif d'intérêt général**

L'autorisation peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, le SIBA et le SMPBA seront indemnisés par le Conservatoire du littoral du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée. À défaut d'un accord amiable entre les parties sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal administratif de Bordeaux.

### **7.4 Renonciation à son titre d'occupation par le Bénéficiaire**

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant la date fixée, le SIBA et le SMPBA en informent le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de 3 mois avant le terme souhaité.

## **Article 8 - FIN DE LA CONVENTION**

### **8.1 Indemnisation**

À l'expiration de la présente convention, le SIBA et le SMPBA ne pourront invoquer aucun droit au maintien dans les lieux ni réclamer aucune indemnité.





## 8.2 Sort des ouvrages

Au terme de la présente convention, ou en cas d'arrêt définitif de l'exploitation des ouvrages, le SIBA et le SMPBA s'engagent à remettre les lieux en l'état en procédant à la renaturation des terrains dans un délai d'un an.

### Article 9 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le SMPBA est responsable de tout dommage causé par l'exploitation des ouvrages.

En cas de dégradation de l'ouvrage ou de troubles apportés à son fonctionnement, sauf faute avérée du Conservatoire et de ses agents, ou du gestionnaire du site et de ses agents, le SMPBA sera responsable, dans les conditions du droit commun, envers le Conservatoire et envers tous tiers, de tous les dégâts, accidents ou incendies, causés par la présence, l'exploitation, et l'entretien de ceux-ci ; ou dans l'exécution de travaux. Il sera tenu d'exécuter, à toute réquisition du Conservatoire, les travaux nécessaires pour réparer à ses frais les dommages en résultant.

### Article 10 – LITIGES

Conformément à l'article L.2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas de litiges entre les parties sur les modalités et exécution de la présente convention le tribunal administratif territorialement compétent sera saisi.

Fait à Rochefort, le **01 FEV. 2022**

Le SMPBA

Le SIBA

Le Gestionnaire

Le Conservatoire



**Le Président  
Jean GALAND**

**Le Président  
Yves FOULON**

**Le Maire  
Jean-Yves ROSAZZA**

**La Directrice  
Agnès VINCE**

Pour la Directrice et par délégation  
**Patrick BAZIN**  
Directeur  
de la gestion patrimoniale

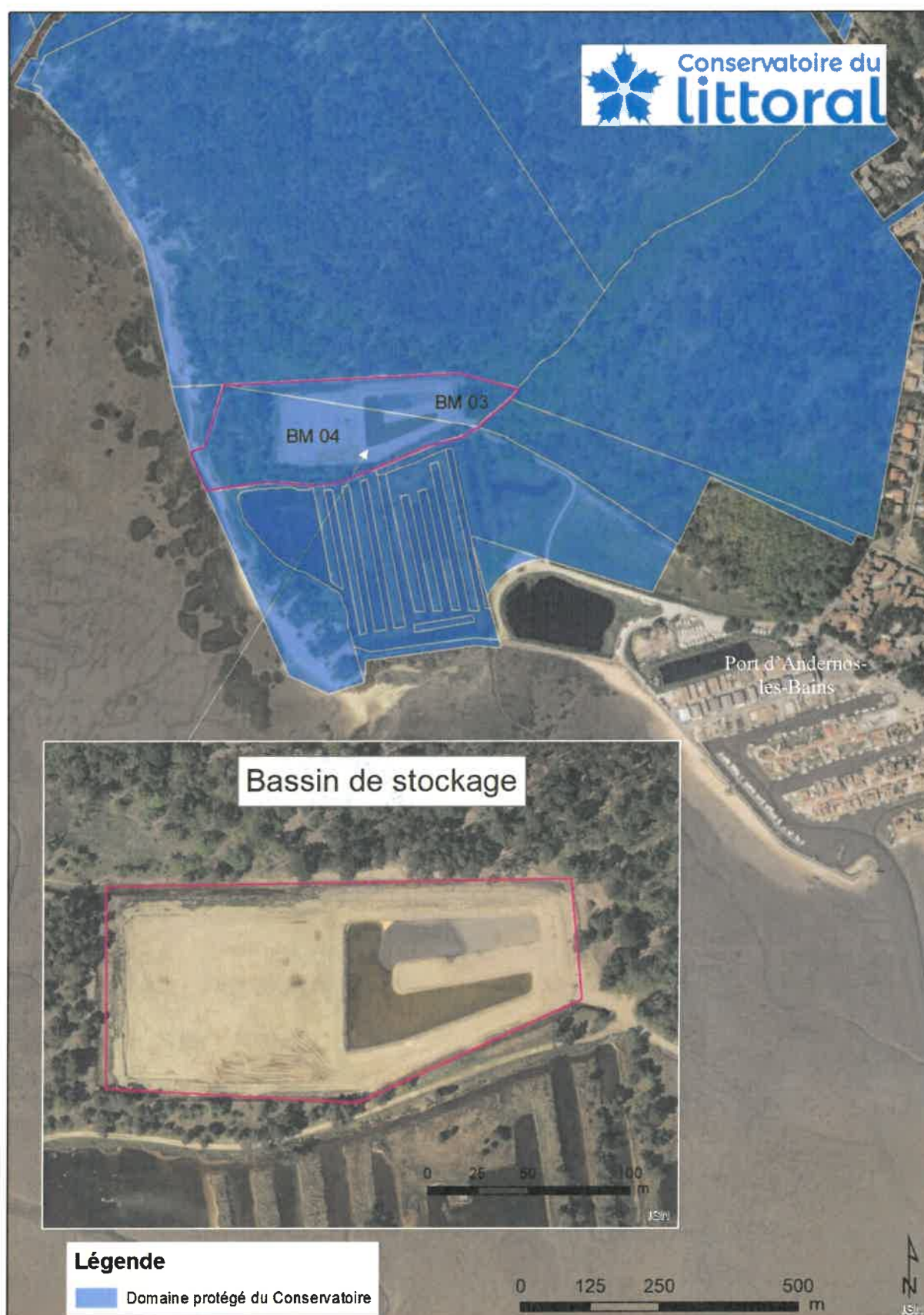
#### Liste des annexes :

- Annexe 1 : localisation du bassin de stockage
- Annexe 2 : plan topographique du bassin
- Annexe 3 : état des lieux (2019)

VISA DGS:



## ANNEXE 1 : LOCALISATION DU BASSIN DE STOCKAGE





**COMMUNE D'ANDERNOS LES BAINS**

**BASSIN DE STOCKAGE  
DES SEDIMENTS DE DRAGAGE**

Cadastrre 1 Section MH n° 3-4

**PLAN TOPOGRAPHIQUE**

**2018**

**ECHELLE 1/750**

**ANNEXE 2 : PLAN TOPOGRAPHIQUE DU BASSIN DE STOCKAGE**



### ANNEXE 3 : État des lieux 2019



Photo 1 : accès par chemin gravé



Photo 2 : bassin de stockage des sédiments



Photo 3 : digue centrale du bassin



Photo 4 : digue et clôture nord



Photo 5 : ruisseau de Comte, portail et digue sud



Photo 4 : ancienne canalisation obstruant le ruisseau de Comte et le fossé de la prairie des Quinconces

